

## **Mobilisations paysans et militantisme contre l'accaparement des terres en Inde : des mouvements porteurs.**

Les mouvements de résistance sont bien ancrés en Inde, avec des chefs de file tels que l'écologiste et féministe [Vandana Shiva](#) ou encore Rajagopal, activiste et fondateur d'Ekta Parishad. La première est connue pour son engagement contre les OGM et le brevetage du vivant, et préside l'association Navdanya, partenaire de SOLIDARITÉ. Très active en Inde, l'association se bat pour promouvoir la « démocratie de la terre », c'est-à-dire une démocratie dans laquelle la « souveraineté et l'autonomie sur les ressources en eau, alimentaires, semencières et foncières » bénéficierait aux populations rurales et communautés tribales indiennes. Ekta Parishad, créé en 1991, est un mouvement populaire qui coordonne l'action des petits paysans. L'organisation a lancé en Octobre 2011 une marche d'un an pour l'accès à la terre qui a aboutit le 11 Octobre dernier à la Jan Satyagraha, la marche pour la justice, qui a vu près de 50 000 paysans (*il existe deux estimations différentes de la mobilisation*) sans terres arpenter les routes de l'Inde. Cette mobilisation massive [a été une victoire pour les sans-terres](#) puisqu'elle a fait céder le gouvernement indien sur la signature d'un accord qui devrait déboucher sur une véritable réforme agraire.



© Simon Williams

Des [mouvements similaires](#) se retrouvent dans d'autres pays tels que le Brésil, la Colombie, le Kenya ou encore la Thaïlande, avec à chaque fois les mêmes revendications. Au Brésil, le Mouvement des sans-terres, qui regroupe près d'un million et demi de personnes, a organisé en mai 2005 la plus grande marche populaire de l'histoire brésilienne, lorsque 12 000 marcheurs reliaient la ville de Goiana à celle de Brasilia pour faire pression sur le gouvernement de Lula sur le besoin d'une réforme agraire. Une campagne menée par les Indiens Guarani a empêché en juin 2012 la compagnie Shell d'acquérir des terres pour produire des agrocarburants à partir de canne à sucre. A Madagascar, les revendications populaires suite à l'annonce du contrat entre l'entreprise coréenne Daewoo et les autorités malgaches, qui accordait à la multinationale un bail d'exploitation de 1,3 million d'hectares de terres sur 99 ans, a été un des éléments moteurs dans le renversement du président Ravalomanana. Aujourd'hui, ce « pacte néocolonial », tel que le qualifiait l'ancien directeur de la FAO Jacques Diouf, est définitivement arrêté.

## **Des impacts sociaux et environnementaux.**

Ces mouvements se nourrissent des injustices et des préjudices subies par les populations locales. Outre le problème d'éthique et de respect des droits de l'Homme, le Land Grabbing a un impact très néfaste sur la sécurité alimentaire des pays concernés, sachant que les terres acquises sont converties en cultures destinées à [l'exportation ou aux agrocarburants](#) . Dans le cas de l'Inde, il s'agit principalement de la culture de la Jatropha, un arbuste dont les graines permettent d'obtenir de l'huile incorporable dans le gazole. Une aberration dans un pays qui compte près de 212 millions de personnes sous-alimentées. Pis, le gouvernement indien facilite le *Land Grabbing* au nom de son « développement » en vendant des terres riches en ressources naturelles à des groupes industriels nationaux ou étrangers dans l'optique de grands projets censés favoriser l'intérêt général par le dynamisme économique qu'ils engendreraient. En réalité, ils ne favorisent qu'une minorité au dépend de communautés entières subissant une série de préjudices : répression des autorités, expulsions, perte de l'accès aux ressources qui les faisaient vivre (eau, terres et forêts), dégâts environnementaux irréversibles (pollutions des nappes et des sols, destruction des écosystèmes, ...) Citons l'exemple du village d'intouchables de Thervoy dans le Tamil Nadu (Inde du Sud), dans lequel le gouvernement indien a décidé de construire un parc industriel de 456 hectares sur les terres des villageois, détruisant la forêt et les privant de leur moyen de subsistance, sans pour autant que des indemnités soient versées.

## **Des stratégies nationales à repenser.**

Nous assistons à un paradoxe dans lequel l'Inde, pays qui connaît de [graves carences alimentaires](#), vend de grandes surfaces de terres à des investisseurs étrangers ou nationaux sur lesquelles des communautés assuraient depuis des générations une production agricole vivrière. Le raisonnement adopté par les autorités consiste à dire que la vente ou la location des terres représentent une source de revenu appréciable pouvant permettre d'importer les produits alimentaires que l'Inde n'est plus en mesure de produire sur son sol. Cette manne financière permettrait ainsi d'investir dans des projets d'achats de terre à l'étranger afin de diminuer sa dépendance vis-à-vis des [marchés agricoles mondiaux](#).

Or, il est acquis que cette stratégie n'est pas viable pour nourrir 1,2 milliards d'indiens et conduit, lorsqu'elle implique un accaparement de terres, à une violation des droits de l'Homme et à des conflits autour des ressources naturelles. Dans ces conditions, il revient aux acteurs publics de repenser leurs politiques agricoles afin d'atteindre la sécurité alimentaire du pays. Plus généralement, il faudrait aussi interroger la pertinence des agrocarburants dans un contexte de faim dans le monde et de tensions environnementales, bien qu'ils soient présentés comme une alternative « durable » au pétrole.

## **SOLIDARITÉ et l'accaparement des terres.**

Tous nos projets se déroulent dans le monde rural, et mettent l'accent sur la valorisation des ressources locales (humaines, économiques), pour garantir aux populations une vie décente, qui ne serait pas dépendante des aléas du marché mondial des ressources primaires. En Inde, avec Navdanya, le projet [Les Graines de l'espoir](#), développe [l'agroécologie](#) pour permettre l'amélioration du niveau de vie des agriculteurs locaux, tout en valorisant la biodiversité exceptionnelle de la région. [Au Sénégal](#), notre projet insiste sur la nécessité de développer les céréales locales, et préserver ainsi les ruraux des variations du prix du blé.



Garantir l'indépendance des populations est un pas contre l'accaparement, mais certaines situations demandent une action dans l'urgence. C'est pourquoi nous avons soutenu en Inde deux campagnes de plaidoyer, pour soutenir [les communautés Adivasis](#) dans leur lutte pour l'accès à la terre. Nous étions également un des relais d'Ekta Parishad en Europe lors de la [Jan satyagraha](#) 2012. Soutien salué par Rajagopal PV, qui insiste sur [la nécessité de la collaboration Nord/Sud](#) pour la résistance populaire pour le droit à la terre.

C'est pourquoi nous soutenons actuellement les paysans des villages du district de Jagatsingphur en Inde, qui résistent depuis de nombreuses années à l'accaparement de leurs terres par [la société sud-coréenne POSCO](#). Nous vous invitons à découvrir cette campagne, à [signer la pétition](#), et à vous faire le relai de ce combat pour la justice et la démocratie !

Solidairement.

*Article rédigé bénévolement par Quentin Lagardère pour SOLIDARITÉ.*